



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://www.ufpweb.org/fr/spip.php?article240>

Assemblée nationale : Déclaration de Politique générale du Premier Ministre

- Articles de presse - Articles -



Date de mise en ligne : vendredi 1er juin 2007

Union des Forces de Progrès

"Monsieur le P.M, où sont allés les fruits de la croissance ?"

Le Premier ministre, M.Zeine Ould Zeidane a été, jeudi 31 mai 2007, l'hôte de l'Assemblée Nationale. Durant sa déclaration de politique générale face aux députés, le chef du gouvernement a tenu à louer l'action menée par les pouvoirs de transition notamment dans les fondements d'un ordre républicain. S'inscrivant en droite ligne des recommandations et orientations du président de la République, Zeine a pratiquement abordé toutes les questions essentielles qui interpellent l'opinion nationale et internationale, notamment la séparation des pouvoirs, avec le renforcement des pouvoirs de contrôle du parlement, le problème des déportés, de l'esclavage, les questions sociales relatives à la hausse des prix, la rareté de l'eau et les coupures incessantes d'électricité.

Parmi les points essentiels soulevés, le projet de création d'une Haute cour de Justice et du Conseil économique et social qui devra être soumis aux députés. Mais le signe le plus fort, qui a été salué par les parlementaires lors de leurs interventions, la consolidation de l'unité nationale, la refondation de l'Etat et l'ancrage d'une culture démocratique avec la place reconnue à l'opposition

Autre point important dans le discours du Premier ministre, la bonne gouvernance avec la lutte contre la corruption et la délinquance financière, la transparence dans la gestion des programmes de développement. Le gouvernement mettra également en action, des réformes portant sur la fiscalité, la facilitation du commerce extérieur, le développement du secteur financier, la réglementation économique.

A côté de cette forte volonté exprimée par le premier ministre d'asseoir les bases solides d'un Etat de droit résolu à relever les défis du développement, le gouvernement compte surtout promouvoir les ressources humaines, à travers une refonte du système éducatif, la promotion de l'initiative privée et de la lutte contre le chômage.

Après la présentation de la politique générale du gouvernement, les députés devaient intervenir pour soulever leurs préoccupations.

Intervention des députés

Les députés interviendront selon chacun son groupe parlementaire.

- ▶ Cinq du côté du RFD : Mohamed Mahmoud Ould Emat, Kane Hamidou Baba, Nana Mint Mohamed Laghdaf, Sid'Ahmed
- ▶ Deux de l'UFP : Mohamed Moustapha Ould Bedredine et Khadijetou Malick Diallo
- ▶ Seize du groupe des Indépendants : Bâ Aliou Ibra, Aminetou Mint Maouloud, Kaba Ould Elewa, Mohamed Yahya Ould Kharchi, Khattri Ould Ely, Mahfoudh Ould Khattri, Slama Ould Abdallah, Taleb Ould Khлива, Sidi Mohamed Ould Maham, Vatimetou Mint Mohamed Yarba, Mohamed Mahmoud Ould Ghazwani, Mohamed Vadel Ould Tiyib, Sidi Ould Cheikh, Ezza Mint Hamam, El Ghassem Ould Bellali, Mohamed Abdallahi
- ▶ Quatre du groupe Islah Wa Taghyir : Mohamed Jemil Mansour, Salah Ould Hanena, Jemal Ould Yedali et Sidi Mohamed Ould Seyid.
- ▶ Deux députés non enregistrés dans des groupes : Mohamed Ould Benamaali et Moustapha Ould Abeiderrahmane.
- ▶ Neuf des partis de la Majorité : Khalil Ould Tiyib, Mintata Mint Hedeid, Sy adama, Moustapha Ould Abdel Aziz, Nouma Mint Mogueya, Maalouma Mint Bilal, Khadad Ould Mokhtar, Mokhtar Ould Tiyib.

Economie des interventions

Comme première dans la cohabitation majorité-opposition, la convivialité a régné au cours des débats, mis à part le petit écart de El Ghassem Ould Bellali qui a attaqué frontalement les députés de l'opposition, entraînant une brève passe d'armes avec Ould Beddredine et l'intervention un peu outré du président de la chambre, Messaoud Ould Boulkheir. Les questions soulevées par les députés ont porté sur l'actualité chaude, celle qui préoccupe les populations dans leur quotidien. Il s'agit du manque d'eau, des coupures d'électricité, de la hausse vertigineuse des prix, du problème du chômage, de la drogue, du dossier des déportés, du passif humanitaire, des infrastructures sociales de base, de la consolidation de l'Etat de droit, de l'emploi. Les députés ont aussi soulevé le dossier du passif légué par le pouvoir de transition, de la situation économique et financière du pays au moment de la passation de pouvoir, des problèmes des habitats précaires...Le Premier ministre a répondu à l'ensemble des questions par thème.

Réponse du Premier ministre

Au cours de sa réponse, le Premier ministre a tenu à souligner que la Mauritanie a beaucoup de déficit, d'où le besoin urgent de cultiver la valeur du travail. "On a besoin de l'effort de tous les Mauritanien(ne)s et de tous les Mauritanien(ne)s pour relever ce pays " dira-t-il. Le Premier ministre a souligné que son gouvernement va créer des opportunités de travail. Il a tenu surtout à apaiser l'opinion par rapport à ce début de psychose populaire et à la dramatisation de la situation actuelle. "Il n'y a pas de grands problèmes insolubles qui se posent à la Mauritanie, martèlera-t-il. "Ne pensez pas que les problèmes ne seront pas réglés. Les Mauritanien(ne)s doivent avoir confiance en eux, à leur gouvernement et à leurs institutions " ajoutera-t-il.

Répondant aux questions qui lui ont été posées ainsi qu'aux observations formulées par certains députés, le Premier Ministre a commencé par souligner que son gouvernement n'occultera aucune question posée par les élus et l'opinion publique. "Les débats ouverts à la télévision et à la radio où tous les aspects de la vie nationale sont abordés sans détours ni censure, sont la meilleure preuve du climat de transparence et de liberté des opinions qui règne" tranchera-t-il. Dans ce cadre, il assurera les députés que dorénavant le gouvernement est dorénavant et déjà prêt à recevoir les questions écrites et verbales qui lui parviendront.

Situation du pays au moment de la transmission du pouvoir

Revenant sur une question soulevée par plusieurs intervenants, le Premier Ministre a tenu à souligner que par rapport à la situation du pays au moment de la passation du pouvoir, une loi rectificative du budget 2006 sera bientôt soumise à l'attention des représentants du peuple et aux citoyens. Elle reflètera la véritable situation économique et financière du pays et édifiera sur l'état du trésor public. Pour Zeine Ould Zeidane, le gouvernement n'a pas pour rôle d'évaluer, répondant ainsi à ceux qui lui reprochaient d'avoir soulevé le rôle positif joué par les autorités de la transition. Pour lui, le travail du gouvernement consistera uniquement à fournir aux parlementaires et aux autres acteurs et partenaires, des informations sur la situation de la Mauritanie au moment de leur prise de pouvoir. Il promet même d'en faire une jurisprudence, soulignant qu'il y aura un état des lieux maintenant et au moment de la transmission du pouvoir ultérieurement. Selon lui, la passation de services doit se faire sur des bases claires et précises et qu'il n'est plus question qu'une autorité puisse quitter le pouvoir sans rendre des comptes à ses concitoyens. A ce titre, dira-t-il en substance, "le gouvernement prendra ses responsabilités ".

Eau

Abordant la question récurrente de l'eau, une denrée rare aussi bien dans les centres urbains, mais dont le manque est encore plus dramatique à l'intérieur du pays, il a rappelé que son gouvernement est arrivé en avril 2007, en

pleine canicule, à la fin de l'année scolaire, en période de soudure, bref dans un moment où la Mauritanie connaît en général ce genre de difficultés. "A notre arrivée, dira-t-il, Nouakchott ne reçoit que 50.000 m³/jour alors que la demande est de 80.000 m³/jour. Parmi ces 50.000 m³/j disponibles, une grande partie est perdue à cause de la fraude, des coulées dues à l'état des installations, ce qui veut dire que le déficit en eau se creuse davantage ". Pour parer à la crise, l'Etat a dû selon lui mobiliser des citernes d'eau pour approvisionner les quartiers précaires de la capitale. Il compte acheminer les 10.000 m³ disponibles au niveau d'Idini et que des insuffisances techniques empêchent de rentabiliser. Il a évoqué les difficultés créées par certaines zone d'accès difficiles, comme les kebbas et les gazras. Il a appelé les citoyens à cultiver l'esprit d'une gestion rationnelle de l'eau, une denrée dont la Mauritanie est structurellement déficitaire. Ces mêmes efforts seront aussi déployés, relèvera-t-il à l'intérieur du pays.

Prix des denrées

Quant à la hausse vertigineuse des prix des denrées de première nécessité, le Premier Ministre a écarté toute idée de subventionner ce secteur, car selon lui cette politique a "échoué partout où elle a été utilisée ". Pour lui, cette subvention est plus utile dans la création d'infrastructures créatrices d'emplois et de revenus. Selon Zeine Ould Zeidane, la lutte contre la hausse des prix commence par l'instauration d'un système de traçabilité des marchandises qui permet de connaître le prix d'achat et les charges afférentes, l'organisation des marchés et la répression de tout ce qui fausse la libre concurrence. Les ententes entre opérateurs pour aligner les prix seront selon lui passibles des plus lourdes peines. Le gouvernement aidera aussi, d'après Zeine, les organisations de consommateurs.

Ingérence des militaires

Le Premier ministre a démenti les rumeurs qui circulent portant sur une quelconque ingérence des militaires dans l'exercice du pouvoir. Selon lui, l'armée est une institution républicaine qui exerce ses fonctions dans la limite prévue par la Constitution et n'a aucune incidence dans la conduite des affaires publiques qui relèvent de la compétence du Président de la République et du Gouvernement.

Gazra et Kebba

Pour donner à nos capitales, surtout Nouakchott, l'image qui sied à leur rang, le Premier ministre a promis qu'il n'y aura plus d'habitats précaires ni de taudis. Une étude est en cours pour prévoir la mise en oeuvre d'un plan d'urbanisation qui permettra de revaloriser les Kebbas et les gazras, à travers des attributions qui seront faites aux ayants droits, lesquels auront toutes les infrastructures de bases adéquates en terme de voies goudronnées, d'eau potable et d'électricité. "Mais on ne tolérera pas qu'à l'annonce d'une telle mesure, des personnes qui n'étaient pas dans ces zones tentent de s'y implanter maintenant pour se tailler des lopins de terre " a-t-il averti. Les distributions se feront, selon lui, dans la transparence et la justice.

Drogue

Parlant de l'affaire de la drogue qui défraye la chronique, le Premier ministre, a souligné que le gouvernement est résolu à aller jusqu'au bout dans cette affaire. A ce titre dira-t-il le dossier est entre les mains de la justice et l'Exécutif ne s'immiscera pas conformément au principe des séparations des pouvoirs. Ainsi, un Comité d'enquête a été mise en place pour aller jusqu'au fond des choses et arrêter tout celui qui serait impliqué dans ce dossier. L'Etat compte même selon lui, mettre en place un plan d'action pour éradiquer définitivement ce fléau du pays.

Presse

Assemblée nationale : Déclaration de Politique générale du Premier Ministre

Parlant de la presse, le gouvernement a souligné que le gouvernement appuiera l'existence d'une presse crédible jouissant de toute la liberté requise. Il a souligné cependant que la justice étant indépendante, les citoyens qui se sentent victimes de cette presse sont aussi libres de porter plainte si leur dignité et leur honneur sont mis en jeu. Le Premier Ministre a aussi abordé plusieurs autres questions soulevées par les députés.

Cheikh Aïdara (Rédacteur en Chef de l'Authentique Quotidien)